

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



« T'as pas 100 balles » ?

C'était la reprise, les patrons faisaient la fête : il fallait donc que les salariés dansent. Mais juste au moment où le gouvernement prenait le temps d'expliquer que le pouvoir d'achat avait augmenté pendant son mandat (car personne ne s'en était aperçu), les prix de l'énergie, de l'alimentation et d'autres produits de base explosaient. Le prix du carburant dépassait début octobre celui atteint au début de la crise des Gilets jaunes. De quoi donner quelques sueurs froides au président des patrons...

Les prix flambent ?

Voilà une goutte d'eau

Face à l'explosion des prix, après quelques blocages et un chèque pour les plus précaires, Jean Castex avoue lui-même qu'on est encore loin du compte. Il y va donc de son aumône électorale : 100 euros distribués à tous ceux qui gagnent moins de 2000 euros par mois. Un minuscule bol d'air avant d'aller retourner se noyer. Rien qui compense les centaines d'euros en plus qui s'accumulent dans les dépenses et les factures depuis des mois. Le tout financé avec de l'argent public, le nôtre, les impôts et les taxes que paient les travailleurs : remplir la poche gauche en puisant dans la droite.

Le gouvernement parle d'indemnité « classe moyenne ». Il avoue surtout qu'en dessous de 2000 euros par mois, on galère. Ce qui concerne 38 millions de personnes. Et encore : parmi cette « classe moyenne », on comptait 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté au printemps 2021. Crise ou reprise, on trinque toujours.

Et les milliardaires s'enrichissent.

À l'extrême droite, les vendeurs de fumée...

Quand la misère monte, les démagogues haineux en profitent. Le Pen et Zemmour montent avec les prix. Ils se disent « anti-système », mais ça ne les empêche pas d'être eux aussi des candidats des patrons. Pour Zemmour, l'augmentation du Smic est une « mesurette démagogique » et « la France ne travaille pas assez ». Le Pen ne veut pas non plus entendre parler d'augmentation des salaires : cela « fait peser une charge sur les entreprises ». La baisse de l'âge de la retraite qu'elle dit promettre ? Conditionnée à l'équilibre budgétaire... et la candidate nous parle déjà du moment où elle la déclarera impossible « faute d'argent ».

Et les milliardaires s'enrichissent.

... et leurs imitateurs du gouvernement

Macron

Même musique aigrette au gouvernement : aussitôt élu pour faire barrage à l'extrême droite, voilà Macron qui lui ouvre grand portes et fenêtres. Loi Asile-immigration, Sécurité globale, Séparatisme... Et Darmanin peut qualifier Le Pen de « trop molle ».

Tout comme Zemmour, le gouvernement veut « remettre la France au travail ». Il y a pénurie de main-d'œuvre ? Surtout pas de hausses des salaires : baissions les allocations chômage pour que les travailleurs acceptent les pires jobs.

Car les milliardaires doivent s'enrichir.

38 millions de réfractaires ?

Le gouvernement a bien fait le décompte de cette « classe moyenne » du bas de l'échelle, de plus en plus nombreuse. Et pour cause, il la craint. Il sait à quel point nos aspirations sont les mêmes : intérimaires et prestataires, CDI ou CDD, salariés ou retraités. Il a peur de notre colère qui pourrait déboucher sur un tous ensemble, peur de notre organisation et tente de lâcher un peu de lest. Mais si peu que tout le monde en rigole. Les Gilets jaunes ont montré l'exemple il y a trois ans et hantent encore le président des riches.

Et si on empêchait les milliardaires de s'enrichir, en nous mobilisant, à 38 millions, pour imposer

- pas un salaire, pas une pension, pas une allocation en dessous de 2000 euros,
- l'indexation de nos revenus sur la hausse des prix.

Pour mettre en place ces mesures d'urgence il faudra des luttes d'ensemble du monde du travail, organisées et décidées. C'est ce que défend notre candidat Philippe Poutou dans sa campagne pour les élections présidentielles. C'est ce qu'il faut défendre partout où nous le pouvons sans attendre.

Le dialogue social à la Tavares s'invite en Allemagne.

Suite à l'annonce de la fermeture pour 3 mois (au moins) de l'usine Opel d'Eisenach jusqu'en 2022, voilà que Stellantis réfléchit maintenant à rattacher juridiquement l'usine d'Eisenach et une autre usine située à Rüsselsheim directement à Stellantis, pour ne plus qu'elles dépendent de la société Opel alors même qu'elles ne fabriquent que des Opel. On se demande bien alors ce que la direction voudra y faire produire en 2022. Le syndicat allemand IG metal a d'ailleurs révélé les méthodes Stellantis pour préparer l'avenir : menacer de délocaliser la production de Rüsselsheim au Maroc et des entretiens RH oraux où les ingénieurs sont priés de dégager sous prétexte qu'ils reviendraient trop cher à l'entreprise.

Circonvolution

Le 27 octobre aura lieu le CSE extraordinaire sur la création d'un campus tertiaire et R&D sur l'usine de Poissy, de son petit nom de baptême ALTO, à la suite d'une « étude ». Ce qui en clair va signifier la fermeture de la quasi-totalité du site de Vélizy voire sans doute une partie du CEMR.

On sait bien que cette étude et le fumeux dialogue social sont bidons tant la direction a déjà pris sa décision et veut amuser la galerie en faisant avaliser son projet par les représentants du personnel qui ne représentent en vérité qu'eux-mêmes ! Les salariés concernés n'ont rien à attendre de cette mascarade pour défendre leurs intérêts, ALTO déménagement !

Foot présidentiel à Poissy, 6-1 contre les hospitaliers

Jeudi 14 octobre, au stade de Poissy, Macron a participé à un match de foot caritatif, il était dans l'équipe des stars bien sûr qui a marqué 6 buts contre celle des soignants du centre hospitalier de Poissy Saint-Germain-en-Laye qui s'est faite écraser...

Tout un symbole de sa politique.

Après il est allé fêter ça, pas au bar, mais à l'Élysée, avec un orchestre privé, où une vidéo le montre en train de sauter à la verticale sur *I will survive* (« je survivrai »). Macron a trouvé son axe de campagne, les travailleurs trouveront à lui infliger la contre-attaque qu'il mérite avant les élections !

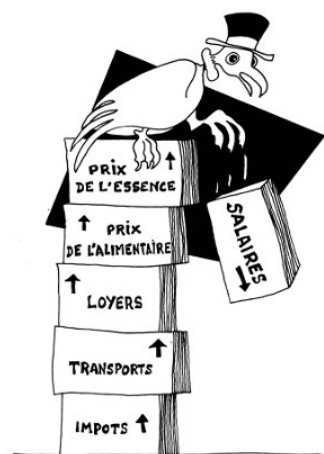
Un pillage fiscal à 140 milliards

En 2018, une enquête révélait que 55 milliards d'euros avaient échappé au fisc sur quinze ans en Europe : pour échapper à l'impôt, les capitalistes étrangers revendent leurs titres à des banques

françaises peu avant le versement des dividendes, afin qu'ils ne soient pas taxés. Celles-ci leur revendent ensuite, moyennant une commission, et ces tours de passe-passe se répètent dans toute l'Europe. Le montant a depuis été réévalué à 140 milliards d'euros, mais le gouvernement n'est pas pressé de mettre fin à ces pratiques, et a au contraire affaibli les propositions de loi visant à les limiter.

Des grèves contre la pénurie de salaire

Aux États-Unis, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs se mettent en grève : 10 000 chez le constructeur de tracteurs John Deere, 1 400 à l'usine de céréales Kellogg's, plus de 2 000 dans un hôpital de Buffalo, et le mouvement s'étend. Là-bas comme ici, les capitalistes veulent maintenir les bas salaires et des conditions de travail dégradées, alors que les prix s'envolent. Nombre de travailleurs ne veulent plus l'accepter et ils ont bien raison. Les patrons se plaignent d'avoir du mal à recruter ? Qu'ils augmentent les salaires et allègent la charge de travail !



Précarité assurée

Malgré l'avis négatif du Conseil d'État, le gouvernement impose sa réforme de l'assurance chômage, appliquée le 1er octobre. Fausse mesure contre la précarité, mais vraie attaque anti-ouvrière : ceux qui travaillent en contrats courts verront leur allocation passer de 885 euros par mois en moyenne à 621 euros. Une sacrée arme pour contraindre les chômeurs à accepter n'importe quoi, et baisser nos salaires à tous.

Les syndicats ont déposé un énième recours devant le Conseil d'État. Soit. Mais la seule opposition qui fera reculer le gouvernement se trouve dans la rue.

Pour nous retrouver sur Facebook

